

c'est ainsi que serait déterminée la longueur de la semaine de travail le salaire de chaque ouvrier restant le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un *minimum* strictement assuré suivrait le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour la période catastrophique actuelle.

Les propriétaires et leurs avocats démontreront « l'impossibilité de réaliser » ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leurs livres de comptabilité. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt « normal » d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la décadence, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, il ne lui reste qu'à périr. La « possibilité » ou « l'impossibilité » de réaliser les revendications est dans le cas présent, une question de rapport des forces qui ne peut être résolue que par la lutte. Par cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront de la meilleure façon la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.

5

Les syndicats dans l'époque de transition

Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats. La puissante montée des syndicats en France et aux Etats-Unis est la meilleure réponse aux doctrines ultra-gauches qui ont prêché que les syndicats « avaient fait leur temps ».

Les bolcheviks-léninistes se battent en première ligne dans toutes les formes de lutte, même là où il s'agit des intérêts matériels ou des droits démocratiques le plus élémentaires de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur combativité. Ils luttent sans compromis contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois et de lier le prolétariat par « l'arbitrage obligatoire » et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes mais aussi « démocratiques ». C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre les réformistes, y compris ceux qui appartiennent à la bureaucratie stalinienne. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir de petits syndicats « révolutionnaires » comme une seconde édition du parti, signifient, en fait, le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isolement capitulard hors des syndicats de masses, équivalent à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale.

En même temps, la IV^e Internationale rejette et condamne résolument tout fétichisme des syndicats, également propre aux trade-unionistes et aux syndicalistes.

a) Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.

b) Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière et, d'ailleurs, ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'é-